

SOCIAL

Les Bosal soutenus par un candidat aux Européennes

Les ex-salariés de Bosal (ils ont reçu leur lettre de licenciement lundi), entament leur septième semaine de bras de fer. L'espoir s'amenuise d'obtenir les indemnités qu'ils espéraient. «Le groupe néerlandais ne daigne même pas discuter avec nous», regrettent les représentants CGT, Gérard Gape et Michel Le Tradic qui attendent toujours que l'Etat leur propose une nouvelle table ronde avec les industriels. Ils semblent vouloir patienter encore un peu et laisser une chance au dialogue, mais ne semblent plus guère se faire d'illusions. «L'Etat, qui en est actionnaire, doit forcer Renault et Peugeot à menacer Bosal de ne plus commander chez eux», insiste Michel Le Tradic qui craint que l'histoire se termine en bataille juridique devant les prud'hommes, avec plusieurs recours et des années de procédure. Les Bosal ont reçu le soutien de Gabriel Amard hier. Le secrétaire national du Parti de gauche, président de la Gauche par l'exemple, est en campagne pour les élections européennes. Investi sur les questions de l'eau, l'industrie et les déchets, leur a expliqué ce qu'il préconise. «On doit proposer une loi de réquisition pour que la reprise puisse se faire dans les entreprises quand il y a un projet et un savoir-faire comme ici», a-t-il commenté en faisant référence à la Scop qui a capoté. Le candidat, tête de liste de son parti, milite pour «une protection écolo et solidaire». Il veut se servir de l'exemple des Bosal «pour démontrer que le bon sens est de notre côté. Le projet de Scop n'était qu'un leurre. C'est du mépris pour les salariés, c'est d'une violence innommable». Selon lui, «les lois Florange ou Hamon sont inefficaces. La consultation, ce n'est que du baratin. Il faut une réquisition pour conserver la compétence et la production plutôt que de balader les produits d'un bout à l'autre de la planète». M.-C.L.